



# Revue de presse



Dimanche 10 Décembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## **Finances: M. Faïd préside une réunion avec les cadres du secteur**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé samedi à Alger, une réunion de coordination, rassemblant les cadres du secteur des finances, dans l'objectif d'évaluer la mise en œuvre des décisions précédentes et de définir de nouvelles orientations pour renforcer la gouvernance et accroître la transparence.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## **Conseil de la nation : Faïd présente le texte de LF 2024 devant la commission spécialisée**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté jeudi le texte de loi de finances 2024 devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation (CN), mettant en avant les mesures législatives prévues dans ce texte visant la préservation du pouvoir d'achat du citoyen.

## Finances : Faïd préside une réunion avec les cadres du secteur



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé samedi à Alger, une réunion de coordination, rassemblant les cadres du secteur des finances, dans l'objectif d'évaluer la mise en œuvre des décisions précédentes et de définir de nouvelles orientations pour renforcer la gouvernance et accroître la transparence.

Au cours de cette réunion, tenue au siège du ministère des Finances, « plusieurs points clés ont été abordés, mettant en avant l'engagement de département en faveur d'une gouvernance transparente, d'une communication renforcée et d'une efficacité accrue pour servir au mieux l'intérêt public », précise le ministère dans un communiqué

## Loi de finances 2024 : Faïd présente le texte de loi au Conseil de la nation

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté jeudi le texte de loi de finances 2024 devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation (CN), mettant en avant les mesures législatives prévues dans ce texte visant la préservation du pouvoir d'achat du citoyen.

## [Achat de devises auprès des bureaux de change : Le ministère des finances dévoile la liste des catégories concernées](#)

Voyageurs munis d'un titre de voyage, étudiants, malades partant se faire soigner et personnes en mission à l'étranger sont les catégories habilitées à bénéficier des services des bureaux de change, indique le ministère des finances qui précise que le montant de l'allocation est tel que défini par la loi. Le ministre des Finances a révélé que les citoyens autorisés à acquérir des devises fortes auprès des bureaux de change qui seront bientôt autorisés à opérer en Algérie, conformément à ce qui a été approuvé par la nouvelle loi monétaire et bancaire, sont ceux qui voyagent à l'étranger, selon ce que permet l'allocation de voyage, ainsi que les voyageurs qui paient les frais d'études et de formation.

## [M. Faïd : «PLF-2024 : préservation du pouvoir d'achat»](#)

Le ministre des Finances a présenté, jeudi, le texte de loi de finances pour 2024 devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, mettant en avant les mesures législatives prévues dans ce texte visant la préservation du pouvoir d'achat du citoyen.

Lors d'une séance présidée par M. Miloud Hanafi, président de la commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Bisma Azouar, Faïd Laâziz a indiqué, dans sa présentation, que l'économie algérienne «a montré une souplesse face aux chocs successifs». Il a cité, notamment, les mesures prises pour tempérer les effets de l'augmentation des prix des matières premières, à travers la révision du barème de l'Impôt sur le revenu global (IRG), l'augmentation des salaires des fonctionnaires, la création, puis la réévaluation de l'allocation chômage, et l'augmentation des pensions de retraites.

## [Exportations hors hydrocarbures : Les entreprises appelées à saisir les facilitations](#)

Les services des douanes ont réitéré, jeudi, depuis Bouira, leur appel à l'adresse des opérateurs économiques pour qu'ils profitent davantage des facilitations douanières et autres mesures d'accompagnement accordées par l'Etat pour booster les exportations hors-hydrocarbures. Au cours d'une journée d'étude organisée par la chambre locale du commerce, à laquelle ont pris part des investisseurs et des opérateurs économiques venus de Bouira, Tizi Ouzou et de Béjaïa, les intervenants ont souligné l'importance que revêtent les mesures de facilitation et d'accompagnement prises par l'Etat algérien pour promouvoir les exportations hors-hydrocarbures.



### [Rencontre avec les acteurs du marché financier](#)

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a tenu mercredi dernier une rencontre avec les acteurs du marché financier dans l'objectif de renforcer la coordination et discuter des mesures permettant le développement de la place d'Alger. Cette rencontre s'est tenue, au siège de la Cosob, sous la présidence de Youcef Bouzenada, président de la Commission, en présence des directeurs généraux de la Bourse d'Alger, d'Algérie Clearing ainsi que des responsables des Intermédiaires en opérations de Bourse (IOB), a indiqué un communiqué de la Cosob. Elle s'inscrit « dans le cadre d'une approche participative, nécessaire au bon fonctionnement et au développement de ce dernier, en tenant compte du contexte actuel caractérisé par la volonté des pouvoirs publics de relancer l'activité du marché », selon la même source. La rencontre a constitué l'occasion de passer en revue l'activité des IOB au cours de l'année 2022.



### [Douanes: mise en échec d'opérations de contrebande d'importantes quantités de stupéfiants et de psychotropes à Bechar](#)

Les agents des douanes algériennes à Bechar ont mis en échec, en coordination avec les différents corps de sécurité, des opérations de contrebande de plus de 1.500 kg de kif traité et plus de 58.000 gélules psychotropes, avec l'arrestation de huit (8) individus déférés devant les juridictions compétentes, a indiqué, samedi, un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).



### [Au lendemain de son adoption à l'APN](#)

#### [La loi de finances atterrit au Sénat](#)

Le texte de loi de finances 2024 prévoit une croissance économique de 4,2%.

Deux jours après son adoption à l' APN, le projet de la loi de finances 2024 a atterri au Conseil de la nation. Le texte a été présenté ce jeudi par le ministre des Finances, Laâziz Faïd, devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation.

Le ministre a souligné que «ce texte qui a été élaboré dans le cadre de la mise en oeuvre du cadrage budgétaire à moyen terme (2024-2026), prévoit des recettes de 9 105,3 milliards de DA en 2024, dont 3 512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière». Quant aux dépenses en 2024, elles s'élèveront à 15 292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 1 5 275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement.



## [La classe moyenne, colonne vertébrale de l'État](#)

### [L'alpha et l'omega de toute politique](#)

Ce clap du début de mandat en disait déjà long sur la place qu'occuperait le volet social.

Lors de son élection à la présidence de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affiché la couleur. Le document audiovisuel diffusé par son équipe à l'occasion de sa prestation de serment, montrant des conditions de vie déplorables annonçait, d'entrée, ses priorités à la tête de l'État. Sa première action en tant que Président consistait déjà à en finir avec les zones d'ombre. Un programme spécial avait été dédié à la résorption de ces points noirs où vivaient plus de 10 millions de citoyens. Il était inconcevable, du point de vue du président Tebboune, que des Algériens puissent être aussi éloignés d'une vie digne.



## [Lutte contre le marché informel des devises : Les explications de Faïd](#)

« L'éradication du marché informel des devises est un objectif qui requiert l'implication de nombreux départements ministériels et institutions de l'Etat pour asseoir des règles de marché, de transparence et de contrôle strict et rigoureux des transactions économiques et financières. »

C'est en effet ce qu'a fait valoir le ministre des finances Laâziz Faïd, en réponse à une question écrite adressée tout récemment au gouvernement par le député Ahmed Rabhi au sujet des mesures et actions à entreprendre en vue d'éliminer le marché noir des devises.



## [Classement des pays africains riches en PIB par habitant : L'Algérie dans le top 10](#)

L'Algérie figure dans le Top 10 des pays riches en PIB par habitant (13 507 \$), selon un classement publié par le magazine britannique Global Finance qui se base sur le produit intérieur brut par habitant (PIB par habitant) en parité de pouvoir d'achat (PPA).

Le document précise que les Seychelles occupent la première place avec un PIB par habitant corrigé des différences de pouvoir d'achat de 39 662 dollars.

## LE MINISTRE DES FINANCES, LORS DE LA PRÉSENTATION DU PLF-2024 AU CONSEIL DE LA NATION :

### « L'économie nationale fait preuve de résilience »

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présenté jeudi le projet de Loi de Finances 2024 devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, mettant en avant les mesures législatives prévues dans ce texte visant la préservation du pouvoir d'achat du citoyen.



### Comprendre l'essence du processus inflationniste en Algérie

Les orientations du dernier Conseil des ministres en date du 15 octobre 2023 sont axées essentiellement sur la préservation du pouvoir d'achat afin de préserver la sécurité nationale via la cohésion sociale, le président de la République jugeant cette situation préoccupante ayant ordonné au gouvernement la levée des contraintes qui menacent la sécurité nationale.

## مجلس الأمة: فايد يعرض نص قانون المالية لـ2024 أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية

عرض وزير المالية، لعزیز فايد، يوم الخميس، نص قانون المالية لسنة 2024 أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، أين أبرز التدابير التشريعية التي جاء بها نص القانون والتي تهدف أساسا للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن.



## عرض مشروع قانون المالية في مجلس الأمة

عرض وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الخميس، نص قانون المالية لسنة 2024 أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، أين أبرز التدابير التشريعية التي جاء بها نص القانون والتي تهدف أساسا للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن.



## فايد يعرض نص قانون المالية لـ2024

أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة:

فايد يعرض نص قانون المالية لـ2024 عرض وزير المالية لعزیز فايد يوم الخميس نص قانون المالية لسنة 2024 أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة أين أبرز التدابير التشريعية التي جاء بها نص القانون والتي تهدف أساسا للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن.



## حققت 26 مليارا فقط وفق التقرير التقييمي لمجلس المحاسبة

### “ضريبة الثروة”.. الأضعف تحصيلًا في الجزائر!

لا تزال ضريبة الثروة الأقل تحصيلًا في الجزائر، حيث لا تمثل عائداتها إلا 0.02 من الضرائب المباشرة المحصلة وفق التقرير التقييمي لمجلس المحاسبة الخاص بمشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021، الذي سيشرع نواب المجلس الشعبي الوطني في مناقشته قريبًا.



## تسوية ميزانية 2021 تكشف عن فواتير تلاحق مؤسسات الدولة منذ 2002:

### بالتفاصيل والأرقام.. هذه ديون الوزارات

يكشف التقرير التقييمي لمجلس المحاسبة حول مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021 عن ديون معتبرة تواجهها وزارات العدل، الصحة، المالية، الثقافة، الفلاحة، الخارجية، التضامن، السياحة، الداخلية، الطاقة والنقل، مردها إلى الالتزام بنفقات تتعلق بتقديم خدمات وتوريدات لا تتوفر على اعتمادات مالية تغطّيها، كما أن بعض الديون تتعلّق بفواتير قديمة تعود إلى سنة 2002.



## SELON LA BANQUE D'ALGÉRIE Les incidents de paiement en hausse

L'exercice 2022 a été marqué par l'entame des travaux de la première phase du projet de modernisation de la centrale des impayés, a affirmé la Banque d'Algérie dans son dernier rapport relatif à l'évolution économique et monétaire. «*La Banque d'Algérie étant particulièrement attentive à préserver et à améliorer la fiabilité et la sécurité des instruments de paiement, elle vise, à travers ce projet, à renforcer le rôle de la centrale des impayés dans le dispositif de prévention et de lutte contre l'émission de chèques sans provision*», a-t-elle affirmé. La banque centrale rappelle ainsi que «*les fichiers des incidents de paiement et des interdictions de chèquiers gérés par la centrale des impayés constituent les pièces maîtresses du volet afférent à la prévention et à la lutte contre l'émission de chèques sans provision*». En effet, et préalablement à toute délivrance de chèquiers à leurs clients, les banques, le Trésor public et les services financiers d'Algérie Poste sont, selon elle, tenus de consulter cette centrale.

Selon l'évaluation de la centrale des risques, l'évolution de l'activité de centralisation des incidents de paiement durant les exercices précédents (2021-2022) montre que les incidents de paiement ont augmenté de 3,55% en nombre et de 24,02% en valeur, représentant ainsi 41 896 chèques correspondant à 102,55 milliards de dinars contre 40 460 chèques d'une valeur de 82,69 milliards de dinars en 2021. «*Le nombre de déclarations de régularisation est passé de 10 759 en 2021 à 10 470 en 2022, en baisse de 2,7%. Le nombre d'interdictions de chèquiers, déclaré à cette centrale, a également connu une tendance haussière, passant*

*ainsi de 7597 à fin 2021 à 9 343 à fin 2022, soit une progression de 22,98 %*», note le même rapport. La même source fait savoir également que 263 interdictions de chèquiers ont été annulées ou levées en 2022 contre 300 en 2021, en baisse de 12,33%. Sur un autre volet, les données générées par le système de télé-compensation interbancaire des paiements de masse (ATCI) révèlent que 49 224 chèques sont rejetés en télé-compensation, durant l'exercice 2022, pour motif «*défaut de provision*». Les chèques déclarés à la centrale des impayés comme étant des incidents de paiement pour insuffisance ou défaut de provision sont au nombre de 41 896. Tandis que la majorité de ces chèques impayés a une valeur supérieure à 50 001 DA. Ils représentent 68,90% du total des chèques rejetés. Dans le secteur privé, la clientèle des «*particuliers*» représente la part la plus importante avec 45,90% du nombre d'incidents enregistrés, les entreprises et les professionnels représentent, à eux deux, 54,10%. Concernant le secteur public, les établissements à caractère industriel et commercial EPIC demeurent à l'origine de 89,88% du nombre d'incidents de paiements enregistrés contre 10,12% pour les autres formes juridiques. Les déclarations des crédits par les banques et les établissements financiers à la centrale des risques, à fin 2022, montrent que le nombre de bénéficiaires de crédit a atteint 1 078 613 contre 987 700 en 2021, soit une augmentation de 9,2%. Les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels) représentent, à eux seuls, 97,14% du nombre total de bénéficiaires de crédit.

A. By.

Le PIB de l'Algérie a atteint 233,4 milliards de dollars en 2022

## PIB 2024, une croissance soutenue après les grandes performances de 2023

**Malgré une inflation chronique et la résurgence du risque financier et économique à l'international, les indicateurs économiques de l'Algérie poursuivent une reprise très progressive, grâce aux réformes mises en œuvre par l'Etat visant à soutenir l'économie nationale et la société.**

L'amélioration des conditions de financement, la revalorisation des revenus des fonctionnaires et la lutte continue contre l'inflation ont permis de soutenir la demande intérieure et de contribuer à améliorer la croissance économique du pays. Ce confort financier et social améliore la mesure du Produit intérieur brut (PIB) estimé en 2022 à plus de 233 milliards de dollars, une année marquée par un rebondissement des indicateurs macro-économique et financiers du pays.

L'année 2022 devrait servir de référence qui aiderait à mesurer la croissance économique de l'Algé-



■ L'Etat s'attend à l'amélioration du rendement des secteurs économiques productifs hors hydrocarbures, du recouvrement fiscal ordinaire, et une meilleure maîtrise de l'inflation. (Ph.: D.R)

rie durant les années 2023-2026. Ainsi de calculer le PIB. C'est ce qu'a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faid, jeudi dernier, lors de la présentation du projet de loi de Finances (PLF) 2024 au Conseil de la Nation, expliquant que «l'année 2001 a été considérée comme année de base au lieu de 1989 et que l'année 2001 sera considérée comme année de base dans une deuxième phase, puis 2022 dans une troisième phase», précisant que «le changement de l'année de base permet de réguler la valeur du PIB en 2022 qui n'a pas été révisé durant les années 2023 à 2026». La valeur du PIB a passé, selon lui, de «27.689 milliards DA (base de 1989) à 32.028 milliards DA (base 2001) d'une valeur de 233,4 milliards USD». Les données sont fournies et élaborées par l'Office national des statistiques (ONS, a-t-il souligné, estimant que «les prévisions de clôture de l'exercice 2023, les estimations de l'exercice 2024 et les perspectives de 2025 et 2026 ont été élaborées selon les travaux de changement de l'année de base des calculs économiques entamés

par l'Office nationale des statistiques (ONS)». L'économie algérienne devrait garder son rythme de croissance et maintenir son dynamisme économique en 2024. Le Gouvernement a tiré profit de la reprise économique et financière du pays pour mettre en place de nouvelles mesures décisives et opportunes pour soutenir l'économie nationale, mais surtout le pouvoir d'achat des Algériens, en accordant des allègements fiscaux temporaires et encourageant l'investissement public productif.

«L'Etat s'attend à l'amélioration du rendement des secteurs économiques productifs hors hydrocarbures, du recouvrement fiscal ordinaire, et une meilleure maîtrise de l'inflation», a affirmé M. Faid devant les sénateurs, assurant que «l'économie algérienne a montré une souplesse face aux chocs successifs grâce, notamment, aux mesures prises par l'Etat pour tempérer les effets de l'augmentation des prix des matières premières à travers la révision du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), l'augmentation des salaires des fonctionnaires, la création

puis la réévaluation de l'allocation-chômage, et l'augmentation des pensions de retraites».

Il a réitéré l'attachement de l'Etat à son caractère social, mais aussi à la poursuite de la mise en œuvre des réformes globales, et de l'exécution des projets d'investissement. Sachant que le Gouvernement a revu à la baisse son budget d'investissement pour 2024, estimées à «2.895 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 2.809 milliards de DA de crédits de paiement».

S'agissant du nouveau programme d'investissement public, «l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2024 dédiée aux nouvelles opérations est estimée à 2.405,33 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 1.356,57 milliards de DA de crédits de paiement», a indiqué le ministre, précisant que «les affectations prévues pour l'année 2024 à la réévaluation des opérations en cours de réalisation ont atteint 489,25 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 396,82 milliards de DA de crédits de paiement».

Globalement les dépenses de l'Etat devraient augmenter à «15.292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 15.275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement en 2024), tandis que les dépenses budgétaires devraient atteindre «9.105,3 milliards de DA en 2024, dont 3.512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière», rappelant que «le texte a été élaboré sur la base d'un prix référentiel du prix du baril du pétrole de 60 dollars durant la période 2024-2026, et 70 dollars pour le prix estimatif du baril de pétrole brut», a noté M. Faid. Le commerce extérieur se portera mieux en 2024.

Samira Takharboucht

عرض قانون المالية لـ 2024 أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية.. فايد:

## الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن.. أولوية قصوى

- اقتصادنا أظهر مرونة عالية في مواجهة الأزمات المتتالية
- توقع نمو اقتصادي بنسبة 4.2 العام المقبل
- دعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية والرقمنة.. محاور مهمة



عرض وزير المالية، لعزیز فايد، الخميس، نص قانون المالية لسنة 2024 أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، أين أبرز التدابير التشريعية التي جاء بها نص القانون والتي تهدف أساسا للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن.

أوضح فايد في جلسة ترأسها رئيس اللجنة ميلود حناف، في عرضه أن الاقتصاد الجزائري أظهر «مرونة في مواجهة الصدمات المتتالية»، لافتا إلى التدابير المتخذة للتخفيف من آثار الزيادات العالمية في أسعار المواد الأولية، عبر مراجعة سلم الضريبة على الدخل الإجمالي، زيادة رواتب الموظفين، وكذا استحداث وإعادة تقييم منحة البطالة وزيادة إعانات ومعاشات التقاعد.

وأشار إلى أن إعداد مشروع قانون المالية تم في إطار تنفيذ التآطير الميزانياتي متوسط المدى (2024-2026)، حيث يتوقع إيرادات 9105.3 مليار دج في 2024، من بينها 3512.3 مليار دج كإيرادات للجبائية البترولية، أما النفقات، فستبلغ 15292.74 مليار دج كرقصة التزام و15275.28 مليار دج كاعتمادات دفع، حسبما جاء في العرض.

وتتوزع ميزانية الدولة لسنة 2024، حسب طبيعة النفقات، إلى نفقات المستخدمين بـ 5155.67 مليار دج، نفقات تسيير المصالح بأزيد من 632 مليار دج، إضافة إلى نفقات الاستثمار التي تقدر بـ 2895 مليار دج كرقصة التزام و2809 مليار دج كاعتمادات دفع.

وبالنسبة للبرنامج الجديد للاستثمار العمومي، يقدر مبلغ الغلاف المالي المرتقب لسنة 2024 لتسجيل العمليات الجديدة بـ 2405.33 مليار دج كرقصة التزام و1356.57 مليار دج كاعتمادات دفع. من جانب آخر، تبلغ الاعتمادات المرتقبة لإعادة تقييم العمليات الجاري إنجازها، مبلغ 489.25 مليار دج كرقصة التزام و396.82 مليار دج كاعتمادات دفع.

الأنشطة الانتاجية.

وأبرز الوزير أن توقعات إغلاق سنة 2023 وتقديرات سنة 2024 ووافق سنتي 2025 و2026، تم إعدادها استنادا إلى أشغال تغيير سنة الأساس في الحسابات الاقتصادية التي يشرها الديوان الوطني للإحصائيات، بحيث تم اتخاذ سنة 2001 كسنة أساس بدلا من 1989، وأنه سيتم اعتماد سنة 2011 كسنة أساس في مرحلة ثانية، ثم 2022 في مرحلة ثالثة.

وأكد أن تغيير سنة الأساس يسمح بضبط قيمة الناتج الداخلي الخام في 2022، التي يتم مراجعتها على مدار السنوات من 2023 إلى 2026، لافتا أنها انتقلت من 27689 مليار دج (أساس 1989) إلى 32028 مليار دج (قاعدة 2001) بقيمة 233.4 مليار دولار.

وكان نواب المجلس الشعبي الوطني قد صادقوا بالأغلبية، الثلاثاء الماضي، على مشروع قانون المالية.

في هذا الإطار، نوه فايد في مداخلة بأنه تمت المصادقة على مشروع القانون بعد إدراج بعض التعديلات المقترحة التي كانت محل توافق مع المجلس الشعبي الوطني.

ويتوقع نص قانون المالية لـ 2024 نموا اقتصاديا بـ 4.2 بالمائة، وفق فايد الذي أشار إلى أن إعدادها تم على أساس سعر مرجعي لبرميل البترول بـ 60 دولارا خلال الفترة 2024-2026، و70 دولارا كسعر سوق تقديري لبرميل البترول الخام.

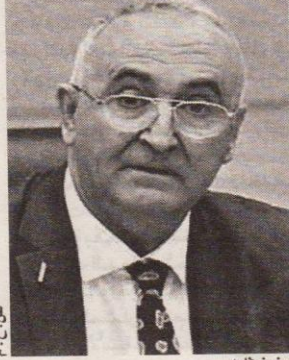
وستصل صادرات السلع، وفق توقعات النص إلى 49.8 مليار دولار سنة 2024، أما واردات السلع فسترتفع بـ 7.1 بالمائة مقارنة بتنبؤات إغلاق سنة 2023، لتصل إلى 43.5 مليار دولار.

وعلى هذا الأساس، سيسجل الميزان التجاري فائضا سنة 2024، ليبلغ 6.3 مليار دولار في 2024.

كما تضمن نص القانون عدة تدابير تشريعية تهدف بشكل رئيسي إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن ودعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية ورقمنتها.

ففيما يتعلق بالتدابير الرامية لدعم الاستثمار والاقتصاد الوطني، تضمن نص القانون على وجه الخصوص إلغاء الرسم على النشاط المهني، تطبيقا لتعليمات رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، مع اقتراح مزايا جبائية لفائدة بعض

## فايد يتحدث عن تحضيرات لتنفيذ البرنامج إصلاح آلية الدعم الاجتماعي جار



لعزيز فايد

وفي رده أيضا، أبرز وزير المالية أن أهم المحاور التي يركز عليها فريق العمل المكلف بهذا الملف هو محور رقمنة تسيير مختلف عمليات برنامج التعويض النقدي، ابتداء من عملية التسجيل إلى عملية استهداف الأسر المؤهلة، وصولا إلى تبليغ التعويضات النقدية لمستحقيها بالمبالغ الصحيحة في الأجل المحددة، دون إغفال أهمية عملية توفير المعلومات، وهذا من أجل توفير بطاقة وطنية رقمية محينة تستجيب لمتطلبات هذا البرنامج".

وأما عن التنفيذ الفعلي لملف إصلاح دعم الدولة الذي نصت عليه أحكام المادة 188 من قانون المالية لسنة 2022، ربط الوزير ذلك بتنصيب الجهاز الوطني المكلف بهذا الملف، والذي يتشكل من الدوائر الوزارية المعنية، الخبراء الاقتصاديين المعنيين وكذا المنظمات المهنية. ويتضح من رد الوزير أن هناك توجها إلى إعادة النظر في التدخل الاجتماعي للدولة من خلال وضع تصورات عملية لاستهداف العائلات الهشة والأقل دخلا، قبل الشروع في تحرير تدريجي للأسعار وفقا لأدوات علمية وبنية لوجستية وقانونية قابلة للتجسيد، وهي حتمية أملتها تحولات سياسية اقتصادية ومالية متسارعة دولية ومحلية، توجب على الحكومة الإسراع في وضع آليات توقف التآكل المتتالي للقدرات الشرائية لشرائح واسعة من الجزائريين تمكنهم من

● كشف وزير المالية لعزيز فايد أن الحكومة تعمل على استكمال آليات وأدوات تقنية تسمح بالشروع في برنامج التعويض النقدي لصالح الأسر المؤهلة من أجل الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين، مؤكدا أن ذلك يكرس مزيدا من العدالة الاجتماعية بين مختلف طبقات المجتمع.

في رد للوزير فايد على سؤال كتابي للنائب بالمجلس الشعبي الوطني ربيحي أحمد، بخصوص "الإجراءات المتخذة لتجسيد مراجعة سياسة الدعم الاجتماعي"، أبرز أن عملية إصلاح الدعم الاجتماعي تجري في شقين.

وأوضح الوزير أن الشق الأول اقتصادي ويندرج ضمن مراجعة أسعار المنتجات الأساسية المعنية بالدعم الشامل، والتي ستتم بعد تحديد الآليات والإجراءات من طرف الجهاز المنصوص عليه ضمن المادة 188 من قانون المالية لسنة 2022

أما الشق الثاني فهو، كما أشارت الوثيقة، اجتماعي من خلال وضع برنامج التعويض النقدي لصالح الأسر المؤهلة "من أجل الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين وكذا ضمان مزيد من العدالة الاجتماعية بين مختلف طبقات المجتمع". و"بغية تقديم أفضل خدمة عمومية للمواطنين وضمان إدارة مثلى لبرنامج التعويض النقدي للأسر"، أوضح فايد أن الحكومة وبمساهمة العديد من الدوائر الوزارية تعمل على استكمال ملف توجيه دعم وإعانات الدولة، من خلال تطوير آليات وأدوات تقنية تسمح بتقدير انعكاسات مختلف سيناريوهات الإصلاح التي سيتم اقتراحها على القدرة الشرائية للمواطنين وكذا تأثيراتها على مجاميع الاقتصاد الكلي.

وفي هذا الشأن، فإن الدوائر الوزارية المختصة تدرس تكييف برنامج التعويض النقدي مع مختلف التغيرات التي يمكن أن تطرأ على الحالة الاقتصادية أو الاجتماعية للأسر، لافتا أن "جزءا من هذه الآليات والأدوات التقنية قابل للتشغيل والبعض الآخر قيد التطوير".

في نفس الإطار، تحدث الوزير عن استكمال أهم الجوانب

## وفقا لتقديرات صندوق النقد على أساس مستوى الناتج الداخلي الخام الجزائر ضمن خمس أهم اقتصاديات في إفريقيا

الناتج الداخلي الخام. الناتج المحلي الخام هو مؤشر اقتصادي يقيس الثروة التي يحققها البلد خلال سنة، ويتكوّن من مجموع القيم المضافة التي تحققها المؤسسات والدولة والأفراد المقيمين بالبلد دون اعتبار جنسيتهم. وتمثل القيمة المضافة مجموع قيمة المواد والخدمات التي تحققها القطاعات الاقتصادية خلال سنة بعد طرح قيمة المواد والخدمات الوسيطة، أي التي استعملت لإنتاجها. كما يعد الناتج الداخلي الخام (الناتج المحلي الإجمالي) مقياسا لقيمة جميع السلع والخدمات النهائية التي تنتج داخل حدود بلد معيّن خلال فترة زمنية محددة، سواء كانت تلك السلع والخدمات تم إنتاجها من قبل الشركات المحلية أو الأجانب المقيمين في البلد. يعتبر الناتج الداخلي الخام مؤشرا مهما لقياس حجم الاقتصاد الوطني للبلد ويستخدم في تحليل النمو الاقتصادي ومقارنة أداء الدول المختلفة.

ويعتبر الناتج الداخلي الخام، مؤشرا هاما لقياس حجم الاقتصاد الوطني للبلد، ويستخدم في تحليل النمو الاقتصادي ومقارنة أداء الدول المختلفة. ويعتبر الناتج الداخلي الخام أحد المؤشرات الرئيسية التي يتم استخدامها في تحليل الوضع الاقتصادي للبلد واتخاذ القرارات الاقتصادية المستقبلية. **حفيظ صوالي**

● تصنّف الجزائر، حسب تقديرات صندوق النقد الدولي، وفقا لمؤشر الناتج الداخلي الخام، ضمن أهم الدول الخمس قاريا، وتأتي الجزائر في المرتبة الرابعة ضمن تصنيف أهم 10 اقتصاديات إفريقية.

ووفقا للتقديرات الإحصائية، فإن مصر تصدر القائمة وفقا لمؤشرات صندوق النقد الدولي بناتج داخلي خام إجمالي، يقدر برسم 2023، بنحو 398.4 مليار دولار، بينما تأتي نيجيريا في المرتبة الثانية بقيمة إجمالية للناتج الداخلي الخام بحوالي 390 مليار دولار، فيما تأتي جنوب إفريقيا ثالثة بناتج يصل إلى 380.91 مليار دولار.

ووفقا للمؤشرات المعتمدة، فإن الجزائر تحتل المرتبة الرابعة بناتج داخلي خام يقدر بـ 224.11 مليار دولار، تليها إثيوبيا بـ 155.8 مليار دولار. في نفس السياق، تتوقع هيئة بروتون وودز، تصدر جنوب إفريقيا لقائمة أهم الدول الإفريقية برسم عام 2024 بناتج يصل إلى 401.47 مليار دولار، بينما تأتي نيجيريا ثانية بناتج يقدر بنحو 394.94 مليار دولار، ومصر ثالثة بناتج يصل إلى 357.83 مليار دولار.

من جانب آخر، حسب توقعات الهيئة المالية الدولية، وحدة الاستعلام الاقتصادي، فإن الناتج الداخلي الخام للمقارنة سيشهد نموا بـ 3,2% في 2024 مقابل 2,6% في 2023. وجزير بالإشارة، أن

## عرض مشروع قانون المالية 2024 أمام اللجنة الاقتصادية لمجلس الأمة.. فايد؛ مرونة الاقتصاد الجزائري مكنته من تجاوز صدمات عالمية

- إجراءات اجتماعية للرئيس تبون
- أبطلت مفعول الزيادات العالمية في الأسعار
- مزايا جبائية لبعض الأنشطة وفائض في الميزان التجاري بـ6,3 مليار دولار

عرض وزير المالية، لعزیز فايد، مشروع قانون المالية لسنة 2024 أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية بمجلس الأمة، حيث أبرز التدابير التشريعية التي جاء بها نص القانون والتي تهدف أساسا للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن.

عادل . ب أوضح فايد في عرضه، أن الاقتصاد الجزائري أظهر مرونة في مواجهة الصدمات المتتالية، لافتا إلى التدابير المتخذة للتخفيف من آثار الزيادات العالمية في أسعار المواد الأولية، عبر مراجعة سلم الضريبة على الدخل الإجمالي، زيادة رواتب الموظفين، وكذا استحداث وإعادة تقييم منحة البطالة وزيادة إعانات ومعاشات التقاعد. وأشار الوزير إلى أن إعداد مشروع قانون المالية تم في إطار تنفيذ التأطير الميزانياتي متوسط المدى (2024-2026)، حيث يتوقع إيرادات بـ9105,3 مليار دينار في 2024، من بينها 3512,3 مليار دينار كإيرادات للجبائية البترولية، أما النفقات فستبلغ 15292,74 مليار دينار كرخصة التزام و28 و15275 مليار دينار كاعتمادات دفع.

وستصل صادرات السلع، وفق النص إلى 49,8 مليار دولار في 2024، أما واردات السلع فسترتفع بـ7,1٪ مقارنة بتنبؤات إغلاق 2023، لتصل إلى 43,5 مليار دولار. وعلى هذا الأساس، سيسجل الميزان التجاري فائضا ليلبغ 6,3 مليار دولار في 2024. كما تضمن النص عدة تدابير تشريعية تهدف إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن ودعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية ورقمنتها، ففيما يتعلق بتدابير دعم الاستثمار والاقتصاد الوطني، تضمن نص القانون إلغاء الرسم على النشاط المهني، تطبيقا لتعليمات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، مع اقتراح مزايا جبائية لفائدة بعض الأنشطة الإنتاجية. وأبرز الوزير أن توقعات إغلاق 2023 وتقديرات 2024 وأفاق 2025 و 2026، تم إعدادها استنادا إلى أشغال تغيير سنة الأساس في الحسابات الاقتصادية التي باشرها الديوان الوطني للإحصائيات، حيث تم اتخاذ سنة 2001 كسنة أساس بدلا من 1989، وسيتم اعتماد سنة 2011 كسنة أساس في مرحلة ثانية، ثم 2022 في مرحلة ثالثة. وأكد أن تغيير سنة الأساس يسمح بضبط قيمة الناتج الداخلي الخام في 2022، التي يتم مراجعتها على مدى السنوات 2023 إلى 2026، لافتا إلى أنها انتقلت من 27689 مليار دينار (أساس 1989) إلى 32028 مليار دينار (قاعدة 2001) بقيمة 233,4 مليار دولار.

عادل . ب أوضح فايد في عرضه، أن الاقتصاد الجزائري أظهر مرونة في مواجهة الصدمات المتتالية، لافتا إلى التدابير المتخذة للتخفيف من آثار الزيادات العالمية في أسعار المواد الأولية، عبر مراجعة سلم الضريبة على الدخل الإجمالي، زيادة رواتب الموظفين، وكذا استحداث وإعادة تقييم منحة البطالة وزيادة إعانات ومعاشات التقاعد. وأشار الوزير إلى أن إعداد مشروع قانون المالية تم في إطار تنفيذ التأطير الميزانياتي متوسط المدى (2024-2026)، حيث يتوقع إيرادات بـ9105,3 مليار دينار في 2024، من بينها 3512,3 مليار دينار كإيرادات للجبائية البترولية، أما النفقات فستبلغ 15292,74 مليار دينار كرخصة التزام و28 و15275 مليار دينار كاعتمادات دفع. وتتوزع ميزانية الدولة لسنة 2024، إلى نفقات المستخدمين بـ67, 5155 مليار دينار، تسبير المصالح بأزيد من 632 مليار دينار، إضافة إلى نفقات الاستثمار بـ2895 مليار دينار كرخصة التزام و2809 مليار دينار كاعتمادات دفع. وبالنسبة للبرنامج الجديد للاستثمار العمومي، يقدر الغلاف المالي المرتقب لسنة 2024 تسجيل العمليات الجديدة بـ33, 2405 مليار دينار كرخصة التزام و1356,57 مليار دينار كاعتمادات دفع. من جانب آخر، تبلغ الاعتمادات المرتقبة لإعادة تقييم العمليات الجاري إنجازها،



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz

You  
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger